

Sauvons l'hôpital public de la casse financière

Le 13 novembre 2019

Nous intervenons ici en tant que parti politique parce qu'on ne peut sauver l'hôpital et la santé publique que par une politique de combat général contre la casse financière.

Dans son Panorama de la santé 2019, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) reconnaît « *la grande qualité* » des soins délivrés dans nos hôpitaux. Notre Sécurité sociale enregistre dans l'année un solde positif. Alors, si l'on détruit l'hôpital public et notre système de soins, ce n'est pas « *parce qu'il n'y a pas d'argent* ». C'est parce que **l'argent ne va pas là où les Françaises et Français en ont besoin**. Nous soutenons donc totalement le Collectif Inter-Hôpitaux (CIH) et les grévistes de ce 14 novembre. C'est vous qui représentez le bien commun et l'intérêt général au cœur de la question politique.

Oui, il faut dépenser plus et mieux pour la santé

► **Accroître les dépenses totales** : même l'OCDE le reconnaît, **les dépenses de santé doivent augmenter plus vite que la croissance, pour pousser**

la recherche et mieux soigner une population qui vieillit. Le but : plus de 13 % du PIB en 2025 contre 11,2 % aujourd'hui.

Ce n'est pas « parce qu'il n'y a pas d'argent ». C'est parce que l'argent ne va pas là où les Français en ont besoin.

► **Augmenter les salaires** : 300 euros, oui, mais c'est un minimum. **Revaloriser les salaires des infirmiers et des jeunes médecins est la première urgence.** Aujourd'hui, la rémunération des infirmiers dans les hôpitaux est inférieure à celle des autres pays de l'OCDE, alors qu'on leur impose des interventions de plus en plus complexes et qu'on ne leur donne pas le temps de s'occuper de leurs patients comme ils le voudraient. Les jeunes médecins ne restent que par passion pour leur métier : les cliniques privées, en particulier les Etablissements de santé privés d'intérêt collectif (Espic), leur offrent des rémunérations plusieurs fois supérieures. Ils y sont maîtres du temps, de l'argent, des soins, sans gardes et avec moins de contraintes. Il est scandaleux que le secteur public soit devenu un lieu qu'on pille !

► **Renforcer les effectifs** : il faut plus de personnels et plus de lits. Avec des rémunérations et des personnels insuffisants, on perd sur la qualité des soins et on laisse partir l'expertise. **La vétusté des**

bâtiments, et trop souvent des équipements, est un facteur aggravant. Un plan de modernisation est indispensable.

► **Revoir la gestion : la grève du codage informatique (T2A) est totalement justifiée**, car cette tarification aux actes crée des contraintes comptables incompatibles avec un fonctionnement humain de l'hôpital. C'est l'évaluation financière de la maladie qui est prise en compte, et non la santé du patient. Or, les soins varient nécessairement selon chaque personne. **Il faut arrêter la facturation à l'acte !**

► **Réorganiser la prévention et les urgences** : multiplier les campagnes d'information, responsabiliser les patients en les intégrant dans la gestion de la santé publique et coordonner la médecine hospitalière avec la médecine de ville et celle des maisons de santé pluridisciplinaires.

C'est donc une réorganisation de notre système de santé qui est nécessaire, respectant ses personnels et les intégrant dans le recours aux **médecines du futur (télémédecine, robotique...)**. **Le but est de pouvoir vivre jusqu'à 100 ans et en bonne santé** (notre espérance de vie s'est accrue de plus de 20 % depuis 60 ans pour atteindre 82,6 ans, nous devons explorer les moyens de continuer, sans obsession malthusienne).

Arrêter la casse financière

Parlons politique : Agnès Buzyn, quelle que soit sa bonne (ou mauvaise) volonté, n'y peut rien changer. **Car cette situation est la conséquence de la servitude volontaire à laquelle se sont soumis tous les gouvernements français depuis les années 1960.** Tous, et chaque fois davantage, ont accepté la priorité d'une mondialisation financière au détriment de la cause des peuples. La ministre est donc dans un environnement politique au sein duquel elle ne peut que distribuer quelques aumônes de dame patronnesse.

Tous ont accepté la priorité d'une mondialisation financière au détriment de la cause des peuples.

Si nous intervenons ici en tant que parti politique, c'est parce qu'il est impossible de sauver l'hôpital et notre santé publique sans y mettre les fonds. C'est donc

l'orientation des crédits qu'il faut changer. C'est là toute la nécessité d'une vraie Banque nationale, qui reprenne en main le crédit public, en arrêtant toutes les dérives acceptées depuis plus de 50 ans. Rendre le robinet de l'argent au peuple, pour redonner priorité au bien commun et à l'intérêt général, sans se détourner de cette mission politique fondamentale, tel est notre combat. Nous le poursuivons depuis plus de 40 ans. Aujourd'hui, avec l'insurrection des peuples du monde, son écho peut s'étendre jusqu'à l'hôpital public, dans notre pays et dans le monde. C'est un débat auquel nous vous invitons car il est bien plus important que tous ceux dont on nous rebat les oreilles. Il s'agit de nos vies, ici et maintenant.